Appel au soutien citoyen pour l'agriculture paysanne

8 mars 2024

Soutenons l'Agriculture paysanne, chemin vers un modèle de société solidaire et durable !

Parce que l'agriculture nous concerne toutes et tous, parce que l'alimentation est l'affaire de toutes et tous, nous, **les Ami·e·s de la Confédération paysanne**, voulons que l'avenir de l'agriculture soit débattu publiquement.

Nous appelons les citoyens et citoyennes à nous rejoindre et à s'associer massivement aux luttes paysannes. Ici et ailleurs ! Maintenant et demain ! Généralisons ensemble l'agriculture paysanne qui assume sa vocation nourricière, tout en assurant l'autonomie de ses travailleurs et travailleuses, ainsi que le maintien des équilibres écosystémiques. Soutenons **la Confédération paysanne** pour stopper la disparition des fermes et pour installer à terme 1 million de paysan·nes.

Nous n'acceptons pas que le monde agricole soit isolé du reste de la société. L'agriculture est un sujet trop important pour être laissé aux mains de celles et de ceux qui nous ont conduits dans une crise structurelle sans fin et dans l'impasse écologique, économique, et sociale !

Les paysannes et paysans installé·es en agriculture paysanne prouvent tous les jours, depuis des décennies, qu'il est possible de nourrir les citoyen·nes avec des produits de saison et de qualité, en préservant la santé et les milieux de vie, et en redonnant de l'attractivité au métier. Activité économique ancrée dans les territoires, l'agriculture paysanne est rémunératrice, participe au dynamisme social des campagnes, et assure la souveraineté alimentaire. **Elle est pourtant ignorée par les politiques publiques.**

Malgré une mobilisation massive des paysannes et paysans, et des citoyennes et citoyens qui les soutiennent, les annonces du gouvernement, sous la pression de la FNSEA, ne font que confirmer et accélérer le modèle agricole agro-industriel mortifère à l'origine de la crise actuelle. L'opération de communication du

président Macron au Salon de l'Agriculture a souligné l'absence de cap ambitieux pour une agriculture répondant aux enjeux de revenus pour les paysan·nes, d'alimentation de qualité pour toutes et tous, de préservation des ressources et de la biodiversité, de lutte contre le dérèglement climatique en France et en Europe. Le résultat en est accablant : 100 000 fermes ont disparu ces dix dernières années en France alors que l'agriculture paysanne est la seule en capacité de nourrir sainement et d'installer des paysan·nes nombreux et nombreuses. Les gouvernants successifs n'entendent que les tenants du système. Ils sont le porte-voix du complexe agro-industriel et ce, dans un contexte de déni démocratique institutionnalisé, ignorant toujours le pluralisme agricole, comme le confirment les règles d'élections aux chambres d'agriculture. Les circuits institutionnels sont verrouillés, tant en France, qu'au sein de l'Union européenne et à l'international.

La **Confédération paysanne**, seul syndicat français à défendre l'agriculture paysanne, porte un projet de société fédérateur, solidaire et durable, que nous soutenons. Nos luttes ont fait émerger des questions d'intérêt général essentielles : l'industrialisation de l'agriculture et de l'élevage, la malbouffe, les OGM, l'iniquité des accords de libre-échange, l'accaparement privé des ressources naturelles, notamment de l'eau (mégabassines). A l'inverse de ces dérives, nous défendons l'accès de toutes et de tous à une alimentation choisie et de qualité (Sécurité Sociale de l'Alimentation), la santé des travailleurs, le bien-être animal, un commerce agricole maîtrisé et une gestion raisonnable et concertée des ressources naturelles.

Notre responsabilité commune est immense ! Nous avons besoin de vous pour rompre avec le modèle agricole productiviste dont les limites sont aujourd'hui visibles et connues de toutes et tous. Vous pouvez participer à la sortie par le haut de cette crise exceptionnelle. Nous comptons sur vous, par vos mobilisations, par vos adhésions et par vos dons. **Paysannes, paysans, citoyennes, citoyens, reprenons la main ! Il est possible et urgent de modifier le cours de l'histoire. Le modèle agricole n'évoluera que si nous unissons nos forces. Puisque nous finançons tous l'agriculture, par nos impôts, notamment via la Politique Agricole Commune – PAC – (125 euros par an et par habitant·e), faisons entendre nos voix et décidons enfin de notre alimentation !**

Ensemble, exigeons fermement :

Au niveau national :

- La création d'un collège citoyen dans chaque chambre d'agriculture pour plus de démocratie sur les questions liées à l'alimentation,
- La proportionnelle intégrale au sein des chambres d'agriculture, pour assurer une véritable pluralité syndicale permettant l'expression et la participation de toutes les sensibilités au sein de cette instance,
- L'accompagnement à la restructuration des fermes pour permettre la transmission et l'installation massive en agriculture paysanne,
- Le conditionnement des aides à l'installation aux pratiques paysannes et agroécologiques,
- Un prix de vente plancher qui couvre les coûts de production, le financement de la protection sociale, et un revenu digne aux paysan·nes,
- La protection et le partage juste des ressources et des communs,
- Une loi sur le droit à l'alimentation mettant en place une Sécurité Sociale de l'Alimentation
- L'intégration dans le droit français de La Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·nes et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP)

Au niveau européen :

- La transformation radicale de la distribution des aides de la PAC par l'arrêt des aides à l'hectare au profit d'aides à l'actif et d'aides pour financer la transition agroécologique et enrayer la concentration du foncier agricole,
- Le non-subventionnement des productions à vocation énergétique (méthanisation et agrocarburant), qui détournent une partie des terres arables de la production de nourriture pour les humain·es,
- Un accompagnement massif à la sortie des pesticides et des engrais de synthèse,
- L'harmonisation des règles environnementales, sociales, fiscales et économiques au sein de l'UE au mieux disant.

Au niveau international :

- Une réforme profonde des règles du commerce international gérées actuellement par l'OMC et la sortie des accords de libre-échange pour rétablir de la régulation dans les marchés agricoles et permettre la mise en place d'une souveraineté alimentaire pour tous les pays. La nourriture n'est pas une marchandise comme une autre !

Signez l'appel